

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau



**Rapport
d'activités
2007**

**CNFME
CNIDE
AQUACOOPE**



*Office
International
de l'Eau*

décembre 2007

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau

Le CNFME a renoué avec une croissance significative durant l'année 2007, après la pause relative constatée en 2006. Le chiffre d'affaires de 4,7 MEuros est en hausse de plus de 16 % sur celui de 2006.



Formations Inter-Entreprises

L'offre du CNFME qui figure à son catalogue "métiers de l'eau" a rencontré un excellent accueil de ses clients, puisque 271 sessions

se sont ouvertes essentiellement à Limoges et La Souterraine, mais aussi à Paris, Pau, Saint-Brieuc et Nice, où existent des plates-formes pédagogiques spécifiques. Au total, ce sont plus de 2370 stagiaires qui ont été formés sur catalogue, ce qui constitue un nouveau record pour les formations inter-entreprises.

Les nombreuses thématiques proposées ont toutes contribué à ce résultat, avec un renouveau de la demande pour la distribution et le traitement de l'eau potable.



Formations Déchets

Depuis 2005, le développement d'une offre "déchet" commence à rencontrer un réel écho. Alors qu'un seul stage s'était ouvert en 2006, 8 stages ont été réalisés

cette année, aussi bien sur le catalogue "métiers de déchets" qu'en intra-entreprises. L'offre du CNFME commence à bénéficier d'une bonne notoriété dans un domaine nouveau pour lui, et où les pratiques de formation restent encore très en retrait par rapport à l'eau. L'année 2008 devrait marquer un nouveau progrès de cette thématique.

Formations Intra-Entreprise

Elles sont en très léger retrait sur 2006, le haut niveau d'activité des formations intra ne permettant pas de dégager les ressources en formateur pour satisfaire la totalité de la demande. Ces formations se déroulent dans un cadre de concurrence de plus en plus marqué, les grands donneurs d'ordre publics et

privés procédant systématiquement à des consultations. Le CNFME a ainsi été sélectionné par le Grand Lyon, la Ville de Limoges, l'Agence de l'Eau RM&C ou SUEZ-Environnement.

Appui à la Formation initiale

Le CNFME contribue à la formation initiale dans le domaine de l'eau qui existe en Limousin, en mettant ses plates-formes techniques à disposition et en assurant certains travaux dirigés pour le Lycée d'Ahun ou l'IUT de Limoges.

Les "journées de l'OIEau"



Ce nouveau produit destiné à des responsables qui veulent en une journée bénéficier d'un tour d'horizon complet sur des sujets

d'actualité avait été lancé en 2006. Il a connu un éclatant succès en 2007, puisque six des sept journées proposées ont été ouvertes, à Paris, Lyon ou Limoges, avec de larges audiences. La journée sur la Loi sur l'Eau a été ajournée pour ne pas faire double emploi avec celle organisée par l'ASTEE. Au total, plus de 480 personnes ont suivi ces journées, soit le triple de 2006.

L'international

Le CNFME intervient à l'international directement pour des actions de formation ou d'appui à la gestion des compétences, et en support à AQUACOOPE pour les projets de création de centres de formation.

Ainsi, il a réalisé la conception des plates-formes des centres de formation d'Afrique du Sud et d'Arabie Saoudite et fait l'avant projet sommaire de celui de Lybie.

L'activité internationale commercialisée directement par le CNFME a été intense, avec des stages organisés en Algérie, en Tunisie, au Maroc, au Liban, en République Démocratique du Congo, au Burundi, au Sénégal, à Haïti. Ces actions de formation ont le plus souvent été conclues avec les organismes locaux, mais aussi avec l'Union Européenne et le CICR. S'y ajoutent des formations réalisées à la demande de bureaux d'études, constructeurs ou exploitants français, dans le cadre des contrats qu'ils ont à l'international.

Le support technique

L'expertise reconnue des formateurs du CNFME amène à réaliser quelques actions de support technique à la demande d'industriels pour diagnostiquer ou optimiser les processus de traitement, et par les collectivités dans une optique d'amélioration de la gestion des services. Citons aussi un contrat avec EDF, pour concevoir et fournir un pilote de traitement spécifique aux eaux de refroidissement.

Investissements



L'extension commencée en 2006 des installations de Limoges s'est achevée au printemps 2007. Un nouveau hall technique de 400m² abrite des plates-formes d'hydraulique et d'instrumentation en eau potable. A cette occasion, l'ensemble des abords a été repensé et un nouvel accueil des stagiaires a été construit. Cette opération, d'un coût de 500 kEuros, qui a bénéficié d'un appui de la Région Limousin, du Conseil Général de Haute-Vienne et de la Ville de Limoges, a été inaugurée en octobre 2007.

Pour faire face à sa croissance, le CNFME a travaillé en 2007 sur un projet de développement de ses installations de La Souterraine, visant à accroître ses capacités et à ramener sur son site le laboratoire, projet qui fera l'objet d'une étude de financement en 2008.

Action commerciale

Le CNFME a multiplié ses démarches commerciales, en complétant sa traditionnelle présence à Pollutec en novembre par une participation à des salons spécialisés où il touche une nouvelle clientèle :

- aux journées de la gestion locale de l'eau à Rennes en janvier,
- aux journées de l'eau pluviale à Douai en octobre,
- aux assises de l'ANC à Cahors en octobre,
- au SEPEM (maintenance industrielle) à Colmar en juin.

Le Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau

L'année 2007 a été une année de transition pour le CNIDE. Son chiffre d'affaires a peu évolué par rapport à 2006. L'année a aussi été marquée par la préparation d'une convention pluriannuelle 2008-2010 avec l'ONEMA, qui vient se substituer à celle qui existait avec le MEDAD, et par une réorganisation interne pour tenir compte de l'évolution des métiers.

Le SANDRE et le Système d'Information sur l'Eau



Ces activités ont été réalisées dans le cadre de la dernière année du contrat d'objectif avec la Direction de l'Eau du MEDAD. Le CNIDE assure un appui permanent au SANDRE, qui gère les référentiels du SIE. En 2007, son action a porté sur les dictionnaires de données des plans d'eau, de l'hydrométrie, des obstacles aux écoulements, de l'assainissement. Il a assuré la mise à jour des listes communes, en particulier les listes de paramètres analytiques, qui font l'objet d'une actualisation intense notamment pour tenir compte des substances dangereuses.

Le choix d'interopérabilité faits pour le SIE ont amené le SANDRE à s'investir dans la création et la normalisation de services "web", mis à disposition de tous les acteurs du SIE et permettant aux applications qu'ils développent d'accéder aux données de référence.

L'adoption du SANDRE par de nombreux utilisateurs comme les organisations et établissements publics, collectivités, bureaux d'études, éditeurs de logiciel a amené à accroître en 2007 les actions de support technique. L'OIEau a procédé à des formations, ainsi qu'à des vérifications de conformité au SANDRE, et tout particulièrement pour le système d'échange de données avec les laboratoires EDILABO.

2007 a aussi été marquée par le développement du système d'information pour l'assainissement, des banques de données "cours d'eau" et "plans d'eau", et par la préparation du futur **Système d'Evaluation de l'Etat des Eaux (SEEE)** requis par la Directive-Cadre.

La gestion des données

En complément des actions menées pour le SIE, le CNIDE a réalisé des travaux techniques d'appui à la gestion de données pour la Direction de la Prévention de la Pollution et des Risques du MEDAD, pour la Direction Générale de la Santé, dans le cadre de son système **SISE-Eau**, pour l'IFEN, pour le **Conseil Général de l'Hérault**, etc.

EAUDOC

L'alimentation en références, faite directement sur la base d'une sélection d'articles et de publications internationales spécialisées, ou indirectement dans le cadre d'accords avec l'INIST ou les Agences de l'Eau, a permis de créer plus de 3000 nouvelles entrées dans **EAUDOC**.

Le système d'information documentaire a été entièrement refondu en 2007, avec un moteur de recherche nettement plus performant mis à disposition des usagers.

Le CNIDE s'est d'autre part doté d'un outil de veille pour détecter les informations pertinentes qui paraissent sur Internet.



En complément, le CNIDE a publié le bulletin "Information Eaux" tous les deux mois, et diffusé une lettre électronique **AQUAVEILLE**.

Il faut se préparer en 2008 à une révision substantielle de la politique documentaire du CNIDE, pour tenir compte, en particulier, des nouvelles possibilités ouvertes par l'accès généralisé à l'Internet à haut débit.

L'accès aux études publiques

Le CNIDE a finalisé en 2007 l'étude de faisabilité de la création d'un portail d'accès aux études publiques sur l'eau en France. Il s'agit de rendre immédiatement accessibles à tous les études produites par l'ensemble des acteurs publics, DIREN et Agences, Etablissements publics de recherche, etc. Le projet passera en phase de réalisation dès 2008.

Les sites Internet de diffusion d'information

Ces sites diffusent à des communautés d'utilisateurs des informations analysées sur des thèmes ciblés. Ils rencontrent un grand succès et font l'objet d'investissements croissants de la part du CNIDE.

EaudanslaVille prend la suite de Cartel-Eau, et s'adresse aux responsables de services publics d'eau et d'assainissement. En 2007 le CNIDE a entièrement repensé le site, actualisé l'information qu'il contenait, créé de nouvelles rubriques. Une partie de l'information, requérant une charge de travail importante pour sa mise à jour et une forte réactivité relève maintenant d'un abonnement. Il a été inauguré début décembre.



Gest'Eau s'adresse aux responsables de la gestion des milieux : animateurs de SAGE, contrats de baie ou de rivières, etc.

Le CNIDE a également animé le site **Economie** (approches économiques dans le domaine de l'eau) et le site **Partenariat Français pour l'Eau**, pour présenter à l'international les approches et l'offre française pour gérer l'eau. Il a préfiguré un site destiné à un public large relatif aux usages de **l'eau dans l'habitat**.

Le Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau

Réseau Africain d'Information sur l'Eau : SADIEAU

Ce projet a été retenu dans le cadre de la Facilité Eau pour l'Afrique. Il a démarré en 2007 et consiste à créer un dispositif permanent de mutualisation des informations de gestion de l'eau dans plusieurs pays d'Afrique, dont ceux du bassin du fleuve Sénégal.

Appui aux programmes de recherche

Le CNIDE s'est beaucoup investi dans les relations entre les organismes de recherche et les décideurs, et dans la valorisation des résultats de la recherche.

IWRM-Net, projet proposé par l'OIEau et retenu dans le cadre européen du 6^{ème} PCRD, consiste à rassembler les programmes de recherche menés dans 14 pays pour répondre à la DCE, et à créer des synergies en vue de développer des activités de recherche communes. Démarré en 2006, le projet s'est largement développé en 2007 sous la conduite de l'OIEau.



En marge de ce dispositif, le CNIDE appuie le service de la recherche du MEDAD dans l'identification des besoins prospectifs de recherche, en animant un groupe d'experts européens.

Par ailleurs, le CNIDE est impliqué dans le projet européen MELIA qui vise à rapprocher les acteurs de la gestion de l'eau en Méditerranée et ceux de la recherche.

Le CNIDE participe également à plusieurs projets européens touchant à la recherche : ISONITRATE, pour les aspects eaux souterraines, SPIWATER pour développer l'interface sciences-politiques pour aider à la mise en œuvre de la DCE, etc.

Etudes et évaluations

Le CNIDE, en collaboration avec l'INERIS, a poursuivi en 2007 son contrat d'assistance à la DG-Environnement, pour actualiser la liste des substances prioritaires de la DCE. Le CNIDE a collecté et rassemblé dans une base de données les résultats des programmes de suivi de ces substances dans une dizaine de pays d'Europe.

Il a fourni une synthèse sur la gestion de la demande en eau en France, qui a été présentée à l'Atelier sur l'Eau et le Développement Durable en Méditerranée à Saragosse en mars.

Pour l'IFEN, le CNIDE contribue à analyser la faisabilité de réaliser des comptes de l'eau dans le cadre statistique NAMEA.

Il a mené une étude pour comparer les prix de l'eau en Artois-Picardie, à ceux du reste de la France et de quelques régions d'Europe.

Il procède à un retour d'expérience sur les stations d'épuration destinées aux petites collectivités dans le bassin Loire-Bretagne.

Dans le projet RMSU, le CNIDE évalue l'impact sur le terrain des projets financés par le programme européen MEDA Water.

Gouvernance

En 2007, un premier contrat d'envergure a été gagné par le CNIDE sur le thème de la gouvernance des services d'eau et d'assainissement : il s'agit d'un appui au Ministère des Travaux Publics d'Haïti pour réorganiser la gestion de l'eau et de l'assainissement : cadre légal, organisation institutionnelle, plan d'organisation des services, simulation financière, évaluation des tarifs, etc. Le travail commencé en septembre, s'achèvera en 2008.

Par ailleurs, dans le cadre du projet INECO, le CNIDE a travaillé sur les pratiques en matière d'instruments économiques, de gouvernance et de partage de l'eau dans divers pays : Japon, Australie, Canada, Argentine, Israël, etc.

Normalisation du système d'information sise-eau

Le CNIDE assiste la DGS pour élaborer les scénarios d'échanges de données relatifs au système SISE-Eaux de surveillance sanitaire de l'eau potable et les exploitants de réseau, et effectue des travaux de normalisation des données exploitées par SISE-Eaux. Pour cela, le CNIDE assure :

- l'animation des réunions du groupe DDASS- Distributeurs,
- l'élaboration des spécifications techniques Sandre DDASS- Distributeurs,
- la réalisation d'un tableau de correspondance des paramètres Sandre et Sise,
- la réalisation d'un tableau de correspondance des intervenants Sandre et UGE,
- l'administration des référentiels communs,
- l'assistance pour la mise en œuvre de l'application de terrain.

Notons également que le CNIDE a récemment créé un espace projet sur l'Internet dédié aux travaux énoncés ci-dessus. Chaque membre de cet espace peut échanger des documents avec les autres membres du groupe de travail.



Filtres à sable

Les conventions

La Convention Pluriannuelle d'Objectifs (CPO) avec le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables

Elle a été reconduite en 2005 pour 3 ans.

Le montant de l'objectif 1 mis en œuvre par la Direction de la Coopération Internationale a été en 2007 de 850 000 Euros.

La CPO apporte un soutien important aux activités du **Secrétariat Technique Permanent du RIOB, le Réseau International des Organismes de Bassin**, qui portent sur l'animation générale du Réseau, l'édition de la lettre du Réseau en 3 langues et sa diffusion en 18 000 exemplaires, le développement du site Internet, l'organisation des réunions du Bureau de Liaison, le suivi des activités des Réseaux Régionaux.

Les principales réunions de l'année 2007 ont été les suivantes :

- **l'Assemblée Générale du RIOB**, qui a eu lieu à Debrecen (Hongrie), du 5 au 7 Juin 2007.
- **l'appui aux réseaux régionaux**, et notamment :
 - **RAOB** (réseau Afrique) : Assemblée Générale en Afrique du Sud, 6-8 mars 2007,
 - **EURORIOB** (réseau Europe) : Assemblée annuelle à Rome, 7-10 novembre 2007,
 - **REMOB** (réseau Méditerranée) : Bureaux de Debrecen et Assemblée Générale de Rome,
 - **PRE-Caraïbes** : Assemblée Générale du GWP-Caraïbes, Saint-Vincent, mai 2007,
 - **IYRF** : Session EURO-RIOB durant le Forum International de la Rivière Jaune à Dongying, octobre 2007,
 - **ROBAN** : Conférence préparatoire à la création d'un Réseau Nord-Américain à Sorel au Québec, septembre 2007.

Concernant la Directive-Cadre sur l'Eau,

la CPO soutient l'organisation de sessions régionales d'échanges d'expérience aux différentes étapes de la mise en œuvre de la Directive. En 2007 cela s'est traduit par un appui au **CEENBO**, Réseau régional des Organismes de Bassin d'Europe Centrale, avec notamment les réunions du bureau de liaison qui se sont déroulées à Debrecen, en marge de l'Assemblée générale du **RIOB**, et à Rome.

D'autre part, une analyse a été réalisée sur la préparation de Programme de Mesures (projets avec la Pologne, la Roumanie, la Hongrie).

Enfin, une veille est assurée par l'**OIEau** pour identifier les projets d'assistance technique portant sur l'application de la DCE, dans l'objectif de présenter des propositions valorisant l'expérience française. Les contrats ont porté sur le **Kosovo** (projet d'appui à la mise en œuvre de la gestion de bassin), **Chypre** (assistance technique par la préparation de Programme de Mesures), la région Asie Centrale, ...

La CPO apporte la contrepartie française à l'**Unité Technique du SEMIDE**, co-financée par l'Espagne, l'Italie et la Commission Européenne. L'année 2007 est une année de transition, qui a permis la finalisation des actions en cours et l'étude de faisabilité d'un mécanisme d'observation sur l'eau.

Les négociations avec la Commission Européenne pour un financement 2009-2011 se sont poursuivies en impliquant tous les services concernés (DG ENV, DG RELEX et DG Europe Aid). Une réunion des Directeurs de l'Eau s'est tenue en décembre 2007 en Slovénie, sur la politique européenne de l'eau en Méditerranée.

Cette année a également été marquée par les discussions en vue de l'organisation d'une conférence Euromed des Ministres en charge de l'eau, fin 2008 sous présidence française, et le lancement de la 2^{ème} phase de l'étude de faisabilité sur **un mécanisme régional d'observation sur l'eau en Méditerranée, "MEDWIP"**, suite aux décisions des Directeurs de l'Eau Euromed en novembre 2006 à Athènes.

En ce qui concerne l'**appui au développement des Systèmes d'Information sur l'Eau (SIE)**, un expert de l'OIEau a participé à la 8^{ème} réunion du Groupe de travail "Monitoring and Assessment" qui s'est déroulée à Helsinki du 25 au 27 juin 2007, dans le cadre de la **Convention sur les Eaux Transfrontières de l'UNECE (United Nations Economic Commission for Europe)**.

L'expérience française en matière de SIE et de développement de catalogue des sources de données a été particulièrement appréciée et l'**UNECE** a demandé à ce qu'un appui soit apporté pour la suite des travaux, notamment pour l'élaboration d'une note conceptuelle sur la mise en place d'une "metadata base" dans le cadre de la Convention Eaux Transfrontières.

Par ailleurs, suite à une sollicitation du **Comité Régional des Ressources Hydriques (CRRH) d'Amérique Centrale**, cet expert (OIEau) en Systèmes d'Information sur l'eau a réalisé une mission d'une semaine au Costa Rica et au Salvador, afin de définir un plan d'action pour le développement d'un système régional d'information sur l'eau en Amérique Centrale.

"MEDWIP"

Sur la base du mandat donné au SEMIDE par les Ministres Euro-Méditerranéens lors de la Conférence de Turin sur la gestion locale de l'eau, les Directeurs de l'Eau Euro-Méditerranéens ont convenu de l'étude des conditions de faisabilité avec les pays volontaires, "d'un mécanisme d'observation sur l'eau en Méditerranée".

Cette étude, coordonnée par l'Unité Technique du **SEMIDE**, sous l'égide de la Direction de l'Eau du MEDAD, est réalisée avec l'appui technique de l'OIEau, compte tenu de son expertise dans le domaine des systèmes d'information partagés sur l'eau.

La première phase de l'étude, visant à identifier les objectifs ainsi que les grandes orientations potentielles d'un tel mécanisme, s'est déroulée fin 2006 avec une présentation des premiers résultats lors de la Conférence des Directeurs de l'Eau à Athènes (nov.2006).

La deuxième phase de l'étude, achevée fin 2007, permet d'identifier les propositions détaillées pour la mise en œuvre de ce mécanisme.

La gouvernance des services collectifs de distribution d'eau potable et d'assainissement

Deux actions nouvelles ont été menées sur cette thématique en 2007 :

- l'**OIEau** assure le secrétariat du groupe de travail "gouvernance" au sein du **Partenariat Français pour l'Eau (PFE)** ;
- l'**Association Africaine de l'Eau (AAE)** s'est associée avec l'OIEau pour rédiger une proposition visant à l'amélioration de la gestion des services d'eau des Sociétés Membres à partir des indicateurs de performance ; ce projet s'intitule : "**Organisation d'un service durable de mesure de performances dans huit services africains d'eau**".

Les actions bilatérales

La CPO finance la réalisation d'actions bilatérales, notamment **au Vietnam** où une mission d'identification a été menée du 27 février au 8 mars 2007, afin de préparer la mission de Monsieur OUDIN, Coprésident du **Haut Conseil pour le Développement de la Coopération Economique France-Vietnam**. L'OIEau coordonne le montage du projet de coopération 2008-2009 et la préparation des dossiers de demande de financement auprès du Minefi, des Agences de l'Eau et de l'AFD.



Au Kenya : Une mission a été organisée en décembre 2007 pour reprendre contact avec les Autorités en charge des services d'eau et d'assainissement et faire une analyse des suites données aux interventions réalisées dans le cadre du projet Arche (études des besoins de formation et proposition d'un plan de formation). Cette mission s'inscrit dans la perspective de constitution d'un **Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau** visant à assurer le suivi des centres créés dans le cadre d'action de coopération et à favoriser les échanges entre les centres eux-mêmes (ressources pédagogiques, modes de fonctionnement, ...).

Pour la partie qui concerne le Service des Affaires Internationales (SAI) du MEDAD, le montant financé en 2007 a été reconduit à hauteur de 100 000 Euros.

➤ Les activités ont porté sur l'**identification et l'appui à de nouveaux projets de jumelages institutionnels en Europe de l'Est et en Méditerranée** :

- **en Egypte** : un expert de l'OIEau a participé à une mission en **Egypte** (mai 2007) avec un représentant du SAI. Elle a permis de préciser les perspectives suivantes :
 - un projet d'assistance technique à l'Autorité de régulation ;
 - deux jumelages proposés par le Ministère des Ressources en Eau et par le Ministère de l'Environnement.

- **en Bulgarie** : une fiche de jumelage sur l'appui aux Organismes de Bassin et la mise en œuvre des instruments économiques de la DCE a été publiée. Une mission réalisée en décembre 2007 a permis de préciser les attentes en vue de préparer l'offre française.

- **en Pologne** : une fiche de jumelage léger a été préparée en suivi du jumelage DCE récemment conduit par la France. Une autre fiche de jumelage léger portant sur les systèmes d'information pour les données environnementales est parue en octobre, elle a fait l'objet d'une analyse pour réponse éventuelle avec l'ADEME.

- **à Malte** : une fiche de jumelage léger est en préparation en suivi du jumelage DCE récemment conduit par la France.

- **en Moldavie** : un projet de jumelage eau est en cours d'études.

- **en Ukraine** : contacts suivis avec les différentes Autorités du secteur de l'eau, invitation d'une délégation Ukrainienne à la réunion du groupe "EURO-RIOB" à Rome.

➤ Les activités ont également porté sur le **suivi des coopérations bilatérales et régionales** en Pologne et au Brésil, ainsi qu'en Europe Centrale et Orientale et au Maghreb, et notamment :

- **Intervention d'un expert de l'OIEau** sur la gestion des ressources en eau dans le cadre d'une mission d'**Evaluation des Performances Environnementales au Kazakhstan** (4 semaines) à la demande de l'UNECE.

Sont évalués comment les pays parviennent à réduire la pollution sur leur territoire, comment ils gèrent leurs ressources naturelles, intègrent leurs objectifs environnementaux et socio-économiques, adaptent et mettent en œuvre leurs politiques et stratégies environnementales, et comment ils participent à l'effort de coopération internationale dans ce domaine.

- **Mobilisation de partenaires méditerranéens pour la constitution d'un Réseau Régional de Centres de Formation** :

L'objectif est d'établir un consensus au niveau d'un groupe de partenaires méditerranéens sur un modèle d'organisation et des objectifs opérationnels pour développer la formation professionnelle aux métiers de l'eau dans le bassin méditerranéen.

La convention avec le Ministère Français de l'Equipement (2006-2007)

Dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectif entre l'OIEau et le Ministère de l'Equipement, **26 fiches pays** ont été réalisées en 2007. Ces fiches présentent tout d'abord des éléments de contexte administratif sur le pays décrit, ainsi que des informations chiffrées sur la ressource en eau issues de bases de données internationales : précipitation, ressources globales, consommation.

L'OIEau a également participé aux groupes de travail visant à soutenir à l'export les entreprises françaises, réunies dans le PEXE (Programme EXport des Entreprises).

La convention avec le Ministère Français de la Santé

L'OIEau a, dans le cadre du Protocole de Londres sur l'eau et la santé, organisé avec l'Organisation Mondiale de la Santé, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe et le Ministère français de la Santé, un **Séminaire sur "l'accès pour tous à l'eau potable en Europe"**, à Paris en juin 2007.

L'OIEau assure le jumelage entre la France et le Turquie sur les eaux destinées à l'alimentation humaine.

Dans le cadre du Partenariat français pour l'eau, l'OIEau participe au groupe de travail "gouvernance" et au groupe de travail "assainissement".

"EUWI Afrique" Ministère Français des Affaires Etrangères

Cette convention a pour objectif d'appuyer le groupe de travail africain de l'**Initiative Européenne pour l'Eau (EUWI)**.

L'Office a participé à la préparation et à l'animation de trois réunions à Ouagadougou en avril 2007, à Stockholm en août 2007 et à Paris en décembre 2007.

Deux missions ont été réalisées, l'une en mai 2007, dans le **Bassin de la Volta**, a consisté à cerner les enjeux prioritaires en termes de gouvernance de l'Autorité du Bassin et à identifier les projets prioritaires au regard de la situation institutionnelle, l'autre, sur le **Bassin du Congo** en octobre 2007, en appui à la CICOS, a débouché sur la rédaction d'une fiche à présenter au FFEM.

"Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau"

La formation continue des professionnels de l'eau est une nécessité et plusieurs projets de création de centre de formation émergent de par le monde. L'OIEau a largement contribué à soutenir ces initiatives par la réalisation des études de faisabilité de Centres de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME) dans plusieurs pays : Mexique (1995), Pologne et Vietnam (1996), Afrique du Sud, Kenya, Nigéria et Laos (2005), Algérie (2006) ou très récemment Arabie Saoudite (2007).

Avec le soutien du Ministère Français des Affaires Etrangères, l'Office International de l'Eau a lancé une initiative pour organiser un **Réseau International des CFME**. Ce réseau a comme ambition de développer les échanges et retour d'expériences entre les Centres, de développer des synergies au niveau régional ou international, avec l'échange d'outils de formation, la mise en commun de ressources ou la mobilisation de partenariats avec les bailleurs de fonds.

Le projet a démarré fin 2007 et, en première phase, un recensement des centres de formation existants est mené, ainsi qu'une analyse des initiatives régionales de collaboration dans le domaine, parallèlement à une évaluation des besoins et des attentes de ces centres dans la participation à un tel réseau.



Le projet du futur CFME en Arabie Saoudite

Le programme d'intervention soutenu par les Ambassades de France

Afrique du sud : appui au NCWSTI (National Community Water and Sanitation Training Institute)

Sur financement du Fonds Français de Solidarité Prioritaire (FSP), l'Office International de l'Eau, en association avec la SAUR, ont été désignés en septembre 2003, comme adjudicataires d'un appel d'offre international destiné à mettre en œuvre un projet de développement des compétences professionnelles des acteurs sud-africains, qui fait largement appel à l'expertise locale.

Les deux premières phases ont porté sur le développement de 5 thématiques : traitement de l'eau potable, traitement des eaux usées, électromécanique, maintenance mécanique, gestion commerciale, prenant en compte les méthodes et techniques d'évaluation pédagogiques spécifiquement adaptées au domaine de la formation professionnelle du secteur de l'eau.

Lors de la dernière phase, en 2007, quatre modules de formation ont été réalisés faisant intervenir des experts de l'OIEau et de la SAUR.

L'OIEau développe des propositions visant à renforcer la stratégie du NCWSTI, sous forme de "business plan".



Formation NCWSTI en maintenance mécanique



NCWSTI : Groupe de stagiaires

Il est également prévu de compléter les actions de formation sur le thème de la gestion des ressources humaines des services d'eau dont, en particulier, la gestion de la formation de leurs personnels.

Séminaire TURQUIE

L'Ambassade de France à Ankara a organisé un Séminaire du 18 au 21 juin 2007, avec l'appui de l'OIEau, ayant pour objectif d'apporter l'expérience française en matière de **valorisation des boues de station d'épuration**.

Deux experts mandatés par l'OIEau sont intervenus, pilotés par Monsieur Duret, Assistant Technique français au Ministère de l'Environnement turc.

Une soixantaine de personnes assistait aux séances.

Les questions posées ont montré que les responsables turcs connaissaient bien l'ingénierie de la ligne de boue en station, et d'autre part avaient l'intention de procéder à des opérations généralisées de valorisation agricole de leur gisement de boue.

Le Vice-Ministre du Ministère de l'Environnement a conclu le Séminaire, montrant ainsi l'importance donnée par le Gouvernement turc à cette politique.

Les jumelages européens

Projet "TWINBASIN"

Jumelage entre Organismes de Bassins, pour le développement des pratiques de Gestion Intégrée des Ressources en Eau

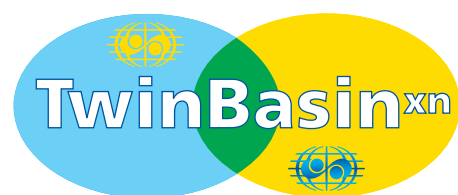


2007 est la dernière année du projet **TWINBASIN**.

Opérationnel depuis Septembre 2004, le projet a obtenu des résultats très intéressants : **41 jumelages** achevés ou en cours d'exécution, plus de 100 missions d'échange réalisées, impliquant 70 Organismes de Bassins originaires de 42 pays. Les deux plus grands bassins au monde, ceux des fleuves Amazonie et Congo, se sont rencontrés grâce au soutien du projet **TWINBASIN**.

Les premiers enseignements du projet **TWINBASIN** ont été présentés lors de la Semaine Mondiale de l'Eau à Stockholm : les jumelages sont un outil performant pour améliorer le fonctionnement des Organismes de Bassin et mettre en œuvre une gestion intégrée lorsqu'ils sont assortis d'un échange de personnels au niveau pertinent au regard des problèmes posés.

Le rapport de synthèse est riche d'informations sur l'outil "jumelage" comme sur le contenu des actions menées au sein des Organismes de Bassins jumelés.



Roumanie - Hongrie

Le projet "Körös/Crisuri", financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et d'un budget global de 3,7 Millions d'Euros a été lancé en 2005.

Mené par l'OIEau, sous l'égide de la Commission Internationale pour la Protection du Danube (ICPDR), bénéficiaire du projet, ce projet a permis aux Autorités hongroises et roumaines d'intégrer **une politique de développement durable dans la gestion du bassin Körös/Crisuri, sous-bassin de la Tisza, affluent du Danube**, en prenant en compte les besoins des utilisateurs et la préservation des écosystèmes aquatiques pour l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau.

Après 2 ans de travail et de nombreuses missions, les résultats exemplaires suivants peuvent être soulignés :

- Mise en place d'un catalogue de métadonnées partagées grâce à un applicatif adapté fourni par l'OIEau,
- Vérification de l'atteinte des objectifs de Bon Etat des Eaux en 2015, en fonction de la mise en œuvre du Programme de Mesure proposé par modélisation,
- Harmonisation des méthodes de prélèvement de poissons et invertébrés pour la réalisation d'indice de qualité biologique,
- Formation à la gestion de la qualité dans les laboratoires d'analyse d'eau et réalisation d'un audit qualité,
- Test de consultation du public sur les questions importantes dans les deux pays,
- Analyse économique détaillée du Programme de Mesures,
- Rédaction d'un guide sur la mise en œuvre des différentes étapes de l'élaboration du Plan de Gestion,
- Création d'un site Internet, hébergé par l'ICPDR, avec les différents rapports d'expert,
- Présentation des résultats du projet à différentes réunions internationales et conception d'une plaquette de diffusion des résultats obtenus.



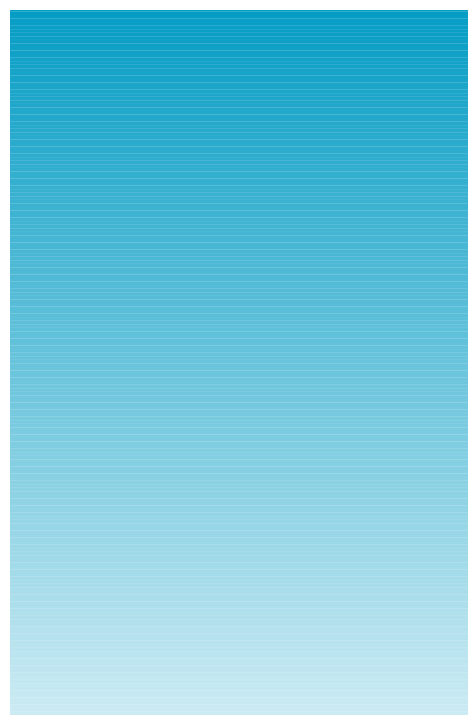
Le Jumelage avec MALTE

Un jumelage léger PHARE, sur **la définition du Programme de Mesures** prévu par la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE) entre le Ministère français de l'Ecologie et du Développement Durable (MEDD) et l'Autorité des Ressources de Malte (MRA, Malta Resources Authority), a été mené de janvier à août 2007 et piloté par l'OIEau.

La Directive-Cadre impose aux Etats-Membres de développer un Programme de Mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs environnementaux qu'elle fixe.

Le développement d'un tel programme en collaboration avec les experts maltais a été l'objectif primordial de ce jumelage, qui a mobilisé 12 experts français des Agences de l'Eau (Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse et Seine-Normandie), du BRGM et de l'OIEau, lors de 32 missions au total.

En complément des missions à Malte, trois voyages d'études en France ont permis aux responsables maltais d'échanger avec leurs homologues français et européens sur les expériences de mise en œuvre de la DCE, mais également sur des exemples précis de structures de gestion des eaux souterraines (Syndicats sur les nappes d'Alsace, du Roussillon et de l'Astien).



Le jumelage avec la TURQUIE

Ce jumelage a pour but de fournir un appui au Ministère turc de la Santé pour l'harmonisation de la législation turque avec **les Directives européennes sur l'eau en relation avec la protection de la santé publique**.

Le jumelage a démarré en juin 2006 avec l'arrivée à Ankara, d'un expert long terme venant de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. Des experts des deux Ministères français (Santé et Ecologie) et d'Organismes compétents en matière d'eau : OIEau, BRGM, AFSSA, Agences de l'Eau, laboratoires, participent aux différentes composantes.

Les premières missions se sont déroulées en juillet 2006 portant sur un état des lieux des eaux de baignade, des laboratoires d'analyse en matière bactériologique, et la surveillance générale des eaux potables. Elles se poursuivent sur les systèmes d'information, sur les aspects juridiques et réglementaires et sur l'information du public, ainsi que sur les procédures de contrôle qualité et l'accréditation des laboratoires.

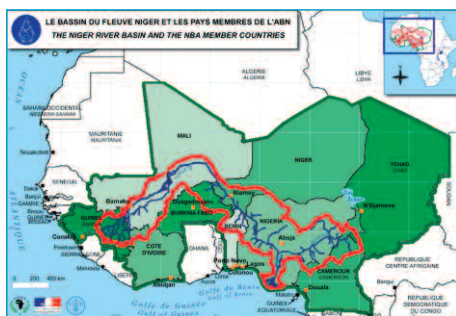
L'ensemble contribue à mettre à jour les pratiques et à introduire les derniers développements dans les secteurs concernés tant en matière de méthodes de surveillance de l'eau potable que pour les baignades, en particulier **la nouvelle Directive sur les eaux de baignade (2006/7/CE)**.

Les services turcs concernés sont ceux des Ministères de la Santé, des Affaires Agricoles et Rurales, de l'Environnement et des Forêts, de la Culture et du Tourisme et de l'Intérieur.



Facilité Européenne pour l'Eau en Afrique

L'appui à l'Autorité du Bassin du Niger



Dans le cadre du processus de Vision Partagée, **l'Autorité du Bassin du Niger** a reçu une subvention de l'Union Européenne (Facilité Eau) en vue de "l'Etablissement du Programme d'Investissement et la mise en place des investissements".

L'OIEau est le partenaire principal de l'ABN dans ce projet et s'investit dans un rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :

- l'élaboration d'une Charte de l'Eau ;
- la nécessaire cohérence du "Plan d'Action de Développement Durable" (PADD) avec les processus nationaux et régionaux de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) ;
- l'élaboration du programme d'investissement, y compris, la formulation et les modalités de mise en oeuvre des projets d'investissement ;

Les étapes ultimes du processus de Vision Partagée se concrétisent avec :

- la formulation du PADD et l'élaboration du Programme et des projets d'investissement fin 2007,
- le Sommet des Chefs d'Etat et la Table Ronde des bailleurs de fonds, début 2008.

L'Autorité du Bassin du Niger pourra alors se prévaloir de résultats concrets et durables pour les Pays, pour les usagers et les citoyens du Bassin.

Projet "Indicateurs de Performance pour les Organismes de Bassin"

Afin de proposer une adaptation aux spécificités africaines, le Réseau International des Organismes de Bassin et **le Réseau Africain des Organismes de Bassins (RAOB)**, avec **l'appui de l'Office International de l'Eau et d'Ecologic**, réaliseront le développement, le test et la comparaison d'Indices de Performance pour les Organismes de Bassin Africains.

Ce projet financé par le programme européen "ACP Water Facility" et le **Ministère Français des Affaires Etrangères**, durera 3 ans et impliquera au total une dizaine de bassins africains au cours de 2 phases de tests. La première phase de test d'utilisation d'indicateurs a été lancée en novembre 2007. Elle implique les Bassins du Sénégal, du Niger, du Congo, de l'Orange-Senqu et de l'Okavango.

Appels d'offres Internationaux

Algérie : appui juridique à l'Agence de Bassin de l'Algérois

Sur financement de l'Agence Française de Développement, l'OIEau a gagné un appel d'offre visant à apporter une aide à la restructuration du contexte législatif lié aux redevances. Le résultat doit comporter un texte d'application de la Loi sur l'Eau pour **le recouvrement prélevement, à la lumière de la concertation des acteurs**. Ce contrat a démarré fin d'année et se terminera en 2008.

Méditerranée : "RMSU"

Le projet "Regional Monitoring and Supervision Unit - RMSU", piloté par l'IME, a débuté ses activités en octobre 2005 pour une période de 30 mois, prolongée jusqu'à début 2009. Des missions de monitoring et d'appui ont été réalisées auprès des projets (Egypte, France, Grèce, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Turquie, ...) ainsi que plusieurs ateliers sectoriels.

Une conférence des différentes parties prenantes des Projets MEDA-EAU a été organisée en avril 2007 en Jordanie ; l'OIEau y a participé au coté des principales "Water Authorities" du programme.

Libye : Etude préalable d'un CNFME

Une première reconnaissance a été effectuée en octobre 2007, en vue de créer un **Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME) à Tripoli**.

Cette mission courte a permis de prendre les contacts sur place et de réunir les principaux paramètres de l'étude du centre ; une proposition visant à réaliser en 2008 l'étude complète de faisabilité a été transmise aux Autorités libyennes.

Arabie Saoudite : Création du Centre de Formation de Riyad

Pour faire face aux besoins générés par la forte croissance de son secteur industriel et agricole, mais aussi pour mieux accompagner le développement rapide de ses villes principales, lié à une forte croissance démographique, voire la création de plusieurs villes nouvelles telles que le projet "King Abdullaziz Economic City (KAEC)", le Royaume d'Arabie Saoudite a décidé la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'eau, volontairement axée sur une vision de développement durable, de qualité du service rendu et de protection de ses ressources.

C'est dans ce cadre que le **Ministère de l'Eau et de l'Electricité (MoWE)** met en place de nouveaux modes de gestion des services d'eau et d'assainissement de ses plus grandes villes (Riyad, Jeddah, La Mecque, etc.), sous la forme de Partenariats Publics Privés et reposant sur l'atteinte d'indicateurs de performance.

Le **MoWE** a décidé de créer, à Riyad, un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau, répondant à des critères d'excellence équivalents aux meilleures pratiques mondiales sur ce volet.

C'est dans ce contexte que le Consortium, composé par **le BRGM, l'Office International de l'Eau et le partenaire saoudien Abunayyan Trading Corporation (ATC)**, a remporté l'appel d'offre relatif à la réalisation d'une étude de faisabilité pour la définition de ce Centre de Formation.

Cette étude a été remise en novembre 2007 et conclut à la viabilité d'un tel centre ; les simulations effectuées montrent qu'une capacité de 5000 jours de stages par an en vitesse de croisière permettrait de former quelques 10 000 agents de tous niveaux des compagnies de distribution d'eau.

Plusieurs Workshops ont permis, sous l'égide du **MoWE**, la présentation des résultats de cette étude.

Cambodge : irrigation

L'OIEau est partenaire dans un contrat conduit par le BCEOM et financé par la Banque Asiatique de Développement et l'Agence Française de Développement, sur **le projet d'irrigation du Nord-Ouest du Cambodge**.

L'OIEau a proposé les modalités de création d'un futur Organisme de sous-bassin, sa composition, son mode de fonctionnement.

Il a été identifié des cas de conflits d'usages et mis en évidence les besoins de connaissances et de capacités nécessaires pour la solution de ces conflits.

Brésil - Etat du Tocantins : gestion intégrée des eaux



L'OIEau participe, aux cotés du bureau d'étude brésilien Gama Engenharia, à **l'élaboration des Schémas Directeur des Bassins Versants du Rio Manoel Alves et du Rio Palma**. Le Gouvernement de l'Etat du Tocantins est maître d'ouvrage de ces deux études, financées par la Banque Mondiale.

La première étape de l'étude a consisté en une "mobilisation sociale" dans chacune des communes concernées, invitant les acteurs de l'eau et la population à participer activement aux réflexions sur l'état des lieux et le diagnostic de la situation actuelle. Confirmant la réputation de "démocratie participative" du Brésil, les participants aux réunions ont été nombreux et productifs.

Dans un second temps, ces mêmes acteurs seront amenés à proposer des scénarios pour l'avenir, puis à délibérer sur le choix de l'un de ces scénarios, qui servira de base pour un programme d'actions. Au terme de l'étude, mi-2008, la formation d'un **Comité de Bassin est envisagée**, comme il en existe déjà plus d'un centaine au Brésil, pour pérenniser une structure de gestion locale.

www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



- ➔ Formation Professionnelle
- ➔ Documentation - Information
- ➔ Coopération Institutionnelle
- ➔ Politique de l'Eau
- ➔ Actualités - Veille Technique
- ➔ France - Europe - Monde



Liens privilégiés vers :

[RIOB](#) - [SEMIDE](#) - [EAUDANSLAVILLE.FR](#) - [GEST'EAU](#)
et 350 sites Internet spécialisés

5.000.000 de visiteurs en 2007 !

www.oieau.org